

La violence armée au Burundi

BUJUMBURA PENDANT ET APRÈS LE CONFLIT

En prenant l'exemple précis de Bujumbura, ce chapitre aborde la question de la violence armée dans les villes, et dans les capitales plus particulièrement, pendant et après la guerre. Il montre comment les divisions ethniques ainsi que la prolifération des armes et la violence armée résiduelle héritées de dix années de guerre civile ont laissé Bujumbura à la traîne par rapport au reste du Burundi sur le plan de la sécurité. Il s'appuie sur les recherches menées par le Small Arms Survey entre septembre 2005 et juin 2006 en partenariat avec la Ligue Iteka, ONG burundaise œuvrant pour les droits de l'homme.

Ce chapitre examine l'impact de la guerre civile qui a déchiré le pays entre 1993 et 2003 sur dans principal centre urbain, Bujumbura. Après un bilan de la situation démographique du Burundi, il évalue les niveaux de violence armée à Bujumbura et dans le reste du pays afin de comprendre qui commet des actes de violence et avec quels moyens. Les principales conclusions tirées sont les suivantes :

- Pendant la guerre, Bujumbura a été le théâtre de violence armée entre des quartiers de plus en plus isolés, et armés, ce qui a poussé de nombreux résidents à fuir la ville.
- Les attaques des rebelles à Bujumbura se sont poursuivies après le cessez-le-feu de 2003 et sont devenues un moyen pour le dernier groupe de rebelles actif d'affirmer son pouvoir de négociation.
- Bien que la sécurité se soit nettement améliorée dans le pays depuis 2003, les progrès accomplis ont été moins marqués à Bujumbura que dans la plupart des autres régions.
- Les armes légères restant du conflit – des grenades et des fusils d'assaut, surtout – constituent des armes de choix pour les auteurs de violence post-confliktuelle au Burundi, y compris dans la capitale.
- Le processus de désarmement, de démobilisation et de réinsertion (DDR) et les initiatives de désarmement des civils ont donné des résultats inégaux. D'après les estimations, 100 000 armes légères et grenades sont toujours en circulation dans le pays.



Des enfants reçoivent des soins médicaux dans un centre d'accueil des blessés de guerre géré par MSF. © Carl De Keyzer/Magnum Photos

- Les anciens combattants, qui sont peu nombreux à avoir décidé de s'installer à Bujumbura, ne sont généralement pas considérés comme une source d'insécurité par la population.
- La violence urbaine post-conflit amène de nombreux résidents de Bujumbura à conserver des armes légères de défense (armes de poing) pour se protéger.

La population urbaine augmente au Burundi, bien qu'elle représente une part nettement plus faible de la population que la moyenne régionale. Du point de vue des services offerts à la population, seules Bujumbura et Gitega peuvent être considérées comme des « villes ».

L'amélioration de la sécurité depuis 2003 a été moins marquée à Bujumbura que dans la plupart des autres régions.

Bujumbura a joué un rôle important pendant la guerre et fait l'objet de petites attaques sporadiques ou de représailles. Les périphéries surtout étaient en danger, en raison des attaques au mortier lancées des collines voisines. La capitale servait de point de recrutement pour les deux côtés. Les nouveaux combattants enrôlés étaient rapidement formés et envoyés sur les champs de bataille à l'extérieur de la ville.

Bujumbura n'a toutefois jamais vraiment risqué d'être prise par les rebelles. La ville était en effet bien défendue par l'armée et la population, le gouvernement ayant armé certains civils pour former une milice peu structurée (des Tutsis, principalement), appelée Gardiens de la paix. Du côté des rebelles, le groupe de rebelles CNDD-FDD (des Hutus, principalement) a formé sa propre milice, les Militants combattants. Les deux milices ont pratiqué un recrutement intense à Bujumbura, où la ségrégation s'est considérablement aggravée pendant la guerre. Quelques personnes déplacées sont revenues dans leur région d'origine, mais, dans l'ensemble, Bujumbura semble aujourd'hui plus divisée sur le plan ethnique qu'avant la guerre.

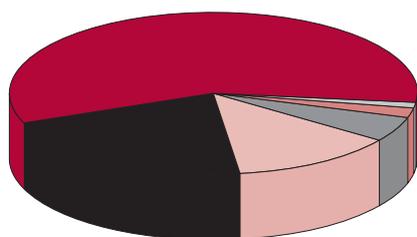
Au cours du processus de paix de 2001, des membres des groupes rebelles ont été autorisés à choisir entre la démobilisation et l'insertion dans la nouvelle armée et police. Les milices ont été dissoutes. Cependant, relativement peu d'armes ont été récupérées par rapport au nombre de personnes démobilisées et environ un tiers de toutes les armes récupérées par l'armée étaient en si mauvais état qu'elles en étaient inutilisables.

Bujumbura est la province où la part des civils possédant des armes de poing est la plus élevée.

Comme on pourrait s'y attendre, étant donné les nombreux développements positifs survenus au Burundi depuis 2003 – dont l'accord de cessez-le-feu, la démobilisation des combattants et la réforme des institutions de l'État – plusieurs sources indiquent un retour relatif de la sécurité dans le pays pendant la période post-conflit. Mais cette amélioration globale ne s'applique qu'en partie à la capitale, Bujumbura-Mairie, et à Bujumbura Rural, province touchée par le conflit jusqu'au milieu de l'année 2006. Bujumbura-Mairie et Bujumbura Rural étaient également les provinces où les armes légères étaient le plus souvent utilisées et employées à mauvais escient, et où une plus grande part des personnes interrogées dans le cadre d'un sondage des ménages réalisé à la fin de l'année 2005 ont déclaré connaître au moins une personne ayant été victime de violence peu de temps auparavant.

D'après les estimations fournies dans ce chapitre, près de 100 000 ménages burundais possèdent au moins une arme légère. La capitale est la province où la part des civils possédant des armes de poing (pistolets et revolvers) est la plus élevée. Dans d'autres provinces, où l'insécurité post-conflit est moins forte, les Kalachnikovs et les grenades sont les principaux types d'armes disponibles et semblent faire partie des restes du conflit.

Figure 6.11 Blessures violentes soignées au CBL par type d'arme, en 2004-2005 (n = 1 298)



■ Balles (58 %) ■ Obus de mortier (1 %) ■ Mines terrestres (2 %)
 ■ Armes tranchantes (5 %) ■ Objets contondants (13 %) ■ Grenades (21 %)

Source : MSF-Belgium (2001-2005)

Le Burundi a pris la plupart des mesures qui devraient permettre à ses institutions de se ressaisir et de fonctionner correctement. Il a adopté une nouvelle constitution, organisé des élections pacifiques, restructuré l'armée et la police et terminé la plupart des opérations de DDR. Le pays n'est toutefois pas encore sorti de sa période de transition et doit maintenant s'attaquer au problème de la violence « résiduelle ». S'il veut rétablir la sécurité dans sa capitale, le gouvernement devra élaborer des stratégies qui non seulement tiennent compte des spécificités urbaines, mais qui contribuent également à remédier à la ségrégation et la suspicion ethniques qui existent depuis longtemps à Bujumbura. Les mesures de lutte contre la prolifération des armes légères devront être étayées par des efforts plus larges en vue de consolider les récents progrès accomplis en matière de sécurité et de parvenir à une réconciliation durable. ■